

qu'elles manquent de crédit, parce que les chiffres sont contrôlés par une poignée de financiers internationaux qui font la rareté pour mieux maintenir le peuple dans la misère et, le maintenant dans la misère, pour le mieux contrôler.

Le gouvernement fédéral actuel et tous ceux qui l'ont précédé ont toujours été les esclaves et les serviteurs de cette poignée de financiers qui maintiennent le peuple dans la misère plutôt que de le servir et de l'aider à sortir de la misère. Nous vivons présentement dans un siècle d'abondance, dans un pays riche à craquer, capable de donner à tous les citoyens canadiens les maisons, la nourriture, les vêtements nécessaires et tout ce que chacun peut désirer.

Mais l'argent manque, parce qu'une poignée de financiers contrôlent le crédit et en font la rareté à leur profit.

Que le gouvernement cesse donc d'être l'esclave et le serviteur de la haute finance! Qu'il devienne donc le serviteur du peuple qui l'a élu! Qu'il légifère donc dans l'intérêt du peuple et, à ce moment-là, on pourra réaliser quelque chose de grand au Canada. La production, nos richesses naturelles, utilisons-les dans l'intérêt du peuple; employons nos matériaux de construction pour bâtir des domiciles, des habitations, des résidences pour les citoyens canadiens qui en ont besoin. Réalisons ce que tous et chacun désirent et laissons les richesses naturelles et la production du pays atteindre les citoyens canadiens, ceux qui en ont besoin, et donnons à tous et à chacun la sécurité dont ils rêvent, la sécurité dont ils ont besoin.

• (4.50 p.m.)

M. Joseph-Alfred Mongrain (Trois-Rivières):

Monsieur le président, du côté des indépendants, nous ne sommes pas liés par cette considération de toujours vouloir protéger le parti politique que l'on représente, parce que nous n'en avons pas. Nous cherchons plutôt, parmi les sujets qui sont discutés ici, ce qu'on pourrait appeler tout simplement la lumière générale.

J'ai donc écouté avec beaucoup d'attention le discours de l'honorable député de Northumberland (M. Hees), celui de l'honorable député de Winnipeg-Nord (M. Orlikow) et celui aussi de l'honorable député de Lapointe (M. Grégoire). En toute objectivité, je dois dire que même si les trois n'ont pas la même philosophie au point de vue économie, ils ont quand même dit beaucoup de choses qui sont vraies. Ils ont signalé plusieurs questions qui inquiètent l'opinion publique.

Il est sûr, comme nous le disait l'honorable député de Northumberland, que la restriction de crédit paralyse, jusqu'à un certain point, l'économie et inquiète énormément les ci-

[M. Grégoire.]

toyens canadiens. Il est bien sûr aussi que certaines autres mesures qui ont découlé du dernier budget provoquent certains embarras très sérieux qui se traduisent, en fin de compte, par des privations au sein de la classe pauvre, et augmentent le chômage. Eh bien, relativement à la restriction de l'argent disponible pour les hypothèques sur les maisons à prix modique, cela va créer une situation excessivement pénible dans bien des domaines.

Est-ce que ça justifie un vote de blâme à l'endroit du gouvernement, à l'occasion? Évidemment, je me pose encore la question. Je ne suis pas encore prêt à décider si le gouvernement mérite d'être blâmé ou non, puisqu'il est là, en somme, depuis seulement quelques mois. Mais il reste quand même que tout cela doit être un sujet d'examen de conscience de la part du gouvernement.

L'honorable député de Winnipeg-Nord, lui, préconise, c'est-à-dire son parti préconise, naturellement, cette espèce de mobilisation des ressources nationales pour ensuite en faire une distribution judicieuse auprès de ceux qui ont des besoins prioritaires dans la nation. Il faut admettre qu'il y a quelque chose là-dedans.

L'honorable député de Lapointe, lui, nous parlait de l'organisation du crédit. Il a une théorie que lui-même et ses collègues préconisent depuis longtemps, qui a été rejetée par le gouvernement, d'une façon péremptoire, peut-être trop radicale. Je me demande si, plutôt que de tourner en ridicule cette théorie de nos amis du Crédit social, il n'y aurait pas lieu d'en faire un examen sérieux, consciencieux et objectif. Même si on ne peut pas aller jusqu'à la limite qu'ils préconisent, il y aurait peut-être possibilité d'atteindre à un moyen terme pour remédier à ces carences et à ces choses regrettables pour tout le monde, dans tous les partis ici, et dans tous les secteurs de la population.

Il est bien sûr, monsieur le président, lorsqu'on se fait dire, par exemple, qu'il faut restreindre la construction parce qu'on manque d'argent, et qu'on constate qu'il y a trop de nos gens encore qui vivent dans des taudis, qu'on ne peut pas garantir l'embauchage intégral et qu'on doit recommander aux industries de restreindre leur programme d'expansion, parce qu'on manque d'argent; qu'on déplore le fait que nous manquons de techniciens qui pourraient permettre à notre économie de se développer au rythme auquel elle le voudrait, parce qu'on manque d'argent, non seulement pour bâtir des institutions et pour les équiper, mais pour permettre aussi aux jeunes gens de suivre ces cours jusqu'à 18, 20, 22 et quelque fois 24 ans—et les pères de famille nombreuse qui, comme moi ont six ou sept enfants aux études supérieures, savent